

Au Québec, la fin des complexes

François Legault, le nouveau Premier ministre de la province francophone, assume un nationalisme tranquille.

PAR VALÉRIE LION

A la journaliste de passage, François Legault donne rendez-vous dans la salle du personnel de HEC Montréal, là où les professeurs avalent leur lunch entre deux cours. Désigné Premier ministre du Québec après la victoire de son parti, la Coalition avenir Québec (CAQ), aux élections générales du 1^{er} octobre, il n'a pas encore, ce 14 octobre, accès aux bureaux officiels du chef de gouvernement. Surtout, cet ancien entrepreneur, diplômé de l'école de gestion francophone, a fait de son pedigree économique une de ses plus grandes forces. Alors va pour HEC Montréal... Ses équipes ont toutefois pris soin de disposer trois grands drapeaux fleurdelisés dans la salle anonyme. Et pour cause. « Le Québec d'abord » : c'est sur cette idée simple que François Legault a gagné son pari.

A 61 ans, ce vieux routier de la politique à l'allure joviale a accompli une prouesse : dynamiter le système en vigueur depuis cinquante ans dans la Belle Province. Celui-ci voyait le Parti libéral (PLQ), fédéraliste, et le Parti québécois (PQ), in-

dépendantiste, se disputer les suffrages d'une élection à l'autre. Legault a agi un peu à la mode Macron, mais de façon plus laborieuse : il lui a fallu sept ans. Sept ans pour imposer un mouvement politique qui ose renoncer à la souveraineté tout en affichant un nationalisme sans complexes. « Je suis nationaliste, nous dit-il, car je veux protéger la nation québécoise, qui parle français. Pour moi, c'est le Québec d'abord, à l'intérieur du Canada, mais le Québec d'abord. »

A l'Assemblée nationale, la CAQ a raflé 74 sièges de députés sur 125. Certes, François Legault a profité de l'affaiblissement du PLQ, usé par quinze ans de gouvernement et perçu comme trop conciliant avec Ottawa, et de l'effondrement du PQ, incapable de renouveler l'aspiration indépendantiste. Mais pas seulement. « C'est la première fois qu'un représentant du "Québec Inc.", ces francophones qui ont bâti les entreprises du Québec moderne et pris leur revanche sur la domination financière des anglophones, accède au pouvoir », souligne Dominique Lebel, ancien dirigeant du bureau de Montréal de l'agence de publicité Cossette. A peine arrivé au rendez-

vous avec Le Vif/L'Express, le Premier ministre s'enquiert d'ailleurs de la compagnie aérienne qui nous a conduits à Montréal : « Vous êtes venue avec Air Transat ? »

Air Transat, ou la première vie de François Legault, et son viatique en politique... D'abord comptable dans une firme d'audit, il participe à la création de Nationair, puis rencontre deux Français actifs dans le tourisme et fonde avec eux, en 1986, le spécialiste du vol charter, devenu l'une des plus belles réussites entrepreneuriales du Québec. François Legault en a été l'architecte financier et il garde de l'aventure un goût certain pour le management d'équipe. Mais l'histoire s'arrête brutalement en 1997 : sur un désaccord, il quitte l'entreprise et vend ses parts. A moins de 40 ans, le voilà multimillionnaire... et désœuvré.

Pas pour longtemps : le Parti québécois, qui a perdu, deux ans plus tôt, le deuxième référendum sur l'indépendance, se cherche un second souffle et une crédibilité économique, son talon d'Achille. Lucien Bouchard, alors Premier ministre, propose à François Legault d'entrer au gouvernement. Voilà le petit gars de Sainte-Anne-de-Bellevue, auréolé de son succès chez Transat, propulsé ministre de l'Industrie et du Commerce. Sainte-Anne-de-Bellevue ? Dans ce village francophone, isolé dans l'ouest anglophone de Montréal, les Canadiens français, jusqu'au milieu des années 1970, sont traités en minoritaires. François Legault y grandit au sein d'une famille modeste. Adolescent, il est déjà sympathisant du Parti québécois. Il a 19 ans, lorsque, en 1976, emmené par l'émblématique René Lévesque, le PQ accède au

pouvoir. « Je lui dois d'être en politique », nous confie-t-il. Le soir de sa victoire historique, Lévesque avait lâché devant une foule en transe : « On n'est pas un petit peuple, on est peut-être quelque chose

« JE VEUX PROTÉGER LA NATION QUÉBÉCOISE QUI PARLE FRANÇAIS. »

comme un grand peuple. » Le 18 octobre, Legault conclut par ces mots la présentation de son gouvernement : « J'ai la conviction profonde que, oui, on forme quelque chose comme un grand peuple. »

Quand François Legault rejoint le PQ, il fait partie des souverainistes les plus pressés. Mais trois ministères et dix ans plus tard, il commence à douter. De son avenir au PQ – le poste de chef lui échappe – et de la pertinence de l'idéal indépendantiste. « Les Québécois étaient ailleurs, explique-t-il. Ils s'inquiétaient du devenir de la langue française. Pas du statut constitutionnel de la province au sein de la fédération canadienne. »

Alors, comme il a quitté Air Transat, il quitte la politique. D'un coup. Pour mieux revenir, en 2011, à la tête d'un nouveau parti, la Coalition avenir Québec, où il réunit des déçus du PQ et du PLQ, convaincus que l'opposition fédéralistes-souverainistes est dépassée. Ce que veulent les Québécois, estime-t-il, c'est un Québec fort, afin d'assurer leur survie dans un océan anglophone. Rien de plus, rien de moins. Alors la CAQ promet d'ar-

racher à Ottawa des pouvoirs supplémentaires, notamment sur l'immigration et la culture ; elle entend réduire le nombre d'immigrants de 50 000 à 40 000 par an et leur faire passer des tests de français et de « connaissance des valeurs québécoises » ; elle annonce une loi pour interdire le port de signes religieux aux personnels de la fonction publique en situation d'autorité. Mais pas question d'enlever le crucifix accroché au mur de l'Assemblée nationale du Québec : « Le passé catholique fait partie de notre histoire, ce doit être une fierté », affirme le nouveau Premier ministre.

« François Legault a bâti sa victoire sur le dos des minorités, c'est un "national" qui encourage le repli sur soi », dénoncent ses détracteurs. « Il a rencontré le sentiment populaire de la majorité des Québécois », tempère un observateur. Un sentiment d'insécurité identitaire, surtout éprouvé par les habitants des régions qui s'inquiètent de voir l'anglais de plus en plus répandu à Montréal et les croyances personnelles s'imposer dans l'espace public grâce aux fameux « accommodements raisonnables ».

Le business avant tout

Des médias le qualifient de populiste ? Il récusé : « Je suis proche des préoccupations des Québécois. » Marine Le Pen

se fend d'un tweet pour le féliciter de sa victoire ? Il réagit au quart de tour et prend la parole le soir même, sur RTL, pour rejeter « toute association avec Mme Le Pen ». Depuis, il répète en boucle : « Nous allons accueillir des milliers d'immigrants chaque année. On va en prendre moins mais on va en prendre soin. »

L'immigration et la laïcité ne sont pas ses obsessions : candidat, il s'est souvent pris les pieds dans le tapis sur ces sujets délicats. Père de deux enfants, il est surtout passionné par l'éducation : agir tôt pour la réussite, voilà ce à quoi il tient le plus dans son programme. Car son credo à lui, c'est l'enrichissement des Québécois. L'ancien homme d'affaires se désespère de voir le PIB par habitant de la province plafonner à 20 % au-dessous de celui de l'Ontario et à 40 % de celui des Etats-Unis. Il promet des diminutions d'impôts – les Québécois sont les Canadiens les plus taxés – et veut doper l'investissement privé afin de créer des emplois « payants ». La plupart de ses ministres sont issus des milieux économiques, au point que la presse a parlé d'un « gouvernement de patrons ».

Finalement, ce rendez-vous à HEC Montréal était plus qu'un signe, un aveu : le Québec d'abord passera avant tout par le business. **V**